



Le champ gazier de Timimoun inauguré ce mardi

Un nouveau défi relevé par Sonatrach et ses partenaires

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4434 - Dimanche 25 mars 2018 - Prix : 10 DA

Conjoncture

Nette baisse du déficit de la balance des paiements

Page 5

En dépit des mesures prises par le département du Commerce

Le monoxyde de carbone tue encore et toujours

Page 2

L'armée turque à l'arrêt dans Afrine

Par Mohamed Habili

Les Turcs, qui ont pris Afrine, vont-ils poursuivre sur leur lancée comme ils ont promis de faire en lançant l'opération bizarrement appelée Rameau d'Olivier, ou se contenter de cette prise aussi longtemps que les soldats américains se trouveront sur leur chemin, ce dernier étant censé courir jusqu'à l'intérieur de l'Irak ? Les unités américaines sont déjà présentes dans plusieurs endroits au nord de la Syrie, et notamment à Menbaj, c'est-à-dire au beau milieu de l'arc que les Turcs comptent se tailler en Syrie, à toute fin utile, le dépeçage de cette dernière étant peut-être à terme quelque chose d'inéluctable. Il se trouve que c'est justement dans cette perspective que Menbaj revêt son importance pour le régime turc. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si les bases américaines sont démantelées, alors non seulement les Turcs oublieront Menbaj et les milices Kurdes qui s'y trouvent, mais elles abandonneront jusqu'à Afrine, d'où aujourd'hui ils comptent partir à la conquête de leur morceau de Syrie. Ainsi donc, la présence militaire américaine est tout à la fois ce qui permet leur intervention en Syrie et ce qui la contrarie. Depuis le début du conflit, les Turcs avancent leurs pions et les reculent au gré des péripéties de la guerre par procuration russo-américaine en Syrie, s'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres. Ils sont les seuls à avoir changé de camp selon les circonstances.

Suite en page 3

Message de Bouteflika lu par Louh pour la Journée nationale de l'avocat

«Faire prévaloir les intérêts du pays au-dessus de toute autre considération»



Ph/E. Soraya/J. A.



Soutenant que les élections auront lieu à leur date fixée, le chef de l'Etat a appelé à «la préservation de la cohésion sociale et de l'unité nationale» et ce, en atténuant «les situations de tensions et de partis pris qui sont nuisibles au consensus», dans un message lu en son nom par Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux, hier au Centre international des conférences-Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'avocat. Lire page 2

Choix du plan de développement communal à Tazmalt/ Béjaïa

Le mouvement associatif mis à contribution

Page 4

Musique

David Martinez anime un spectacle classique pour guitare à Alger

Page 13

Message de Bouteflika lu par Louh pour la Journée nationale de l'avocat

«Faire prévaloir les intérêts du pays au-dessus de toute autre considération»

■ Soutenant que les élections auront lieu à leur date fixée, le chef de l'Etat a appelé à «la préservation de la cohésion sociale et de l'unité nationale» et ce, en atténuant «les situations de tensions et de partis pris qui sont nuisibles au consensus», dans un message lu en son nom par Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux, hier au Centre international des conférences-Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'avocat.

Par Lynda Naili

«Il est primordial que l'esprit positif, qui fait prévaloir les intérêts suprêmes du pays au-dessus de toute autre considération, doit demeurer le leitmotiv et le levier des différentes forces actives du pays», a écrit le chef de l'Etat dans son message. Ainsi, poursuivra-t-il, «le choix démocratique est un principe ancré, dont la consécration et l'approfondissement s'appuient sur des règles claires découlant de leurs contextes d'établissement et qui veillent scrupuleusement au respect des dispositions constitutionnelles et juridiques en vigueur». «Un intérêt particulier a été accordé, dans ce sens, au respect des échéances électorales qui ont été organisées dans les délais fixés», dira Bouteflika qui affirme sa «conviction de l'importance de cet engagement à préserver la stabilité institutionnelle, la continuité des services publics et la poursuite du développement». La poursuite du développement, enchaînera le premier magistrat du pays, est certes l'un des paris importants à relever, mais «il est crucial également de ne pas perdre de vue les enjeux de la conjoncture au vu de la recrudescence des risques et périls qui planent sur de larges pans de nos frontières et auxquelles s'ajoutent la rude concurrence internationale et le conflit des intérêts économiques entre pays forts pour s'accaparer les ressources disponibles sans se soucier des faibles». Pour le président de la République, «ces réalités sont autant de facteurs supplémentaires qui doivent inciter les mêmes enfants de la



que le souci d'offrir davantage de moyens à cette noble profession pour l'édification d'un Etat de droit et la vulgarisation des préceptes de la vertu ne peut donner de résultat sans la conjugaison continue des efforts en matière de formation et de maîtrise de savoir-faire exigées par la réalité de notre contexte national et international». Et pour cause, soulignera-t-il, «la Justice est l'espace où se réalise l'équilibre dont le renforcement et la préservation appellent à la contribution de tout un chacun». Pour cela, enchaînera-t-il, «l'autorité judiciaire, dans toute sa composante, demeurera attachée à son étendue constitutionnelle et à l'application souveraine, indépendante et impartiale des lois dans le cadre de la conviction profonde de promouvoir et développer les droits et les libertés et poursuivre l'entreprise d'assainir la société de toutes les irrégularités et de tous les fléaux».

patrie à la cohésion sociale, à la préservation de l'unité nationale et à l'atténuation des situations de tensions et de partis pris qui sont nuisibles au consensus dont nous avons si besoin en pareille conjoncture». Ce qui amènera le chef de l'Etat à évoquer d'abord «notre réussite à dépasser les séquelles de la tragédie nationale et la destruction engendrée par le terrorisme grâce à nos propres moyens dans un environnement international, qui n'avait pas encore pris toute la mesure des ramifications de ce phénomène transnational», puis «notre réussite à concrétiser la réconciliation nationale» grâce à laquelle «la perte des équilibres et des repères a été transformée en énergie positive au service de la sécurité et de la stabilité». Lesquelles sécurité et stabilité ont fait que «nous sommes parvenus à jeter les bases d'un nouveau départ pour mieux poursuivre le processus de dévelop-

pement et de progrès». D'autre part sur la question du respect des droits de l'homme, qui «aujourd'hui, relèvera le Président, peut être un autre sujet de droit international, nous demeurons, toutefois vigilants à l'égard des démarches inavouées, nombreuses ces jours-ci, qui prétendent la défense de ces principes et autres règles de justice et fondements de la légalité internationale, alors qu'elles servent, en réalité, d'autres visées aux conséquences visibles dans de nombreux pays, et dont certains risquent carrément de disparaître». Dans ce contexte, il fera part de sa «conviction profonde» selon laquelle «les avocats algériens sont conscients que les solutions pratiques pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme et pour le traitement des insuffisances ne peuvent avoir de contenus concrets que si elles émanent du cœur même

de l'action nationale constructive qui leur confère la particularité de la profondeur et du prolongement populaire».

«L'avocat peut jouer un rôle positif dans le développement du pays»

Par ailleurs, abordant la circonstance objet de cette célébration, le premier magistrat du pays souligne que «les différents débats et discussions qui marqueront son programme, constitueront une autre occasion pour se pencher sur les questions et les priorités de la profession tant au présent qu'à l'avenir». Estimant que «l'avocat – en sa qualité de juriste – peut contribuer et jouer un rôle positif multidimensionnel dans le développement du pays et l'ancrage des valeurs constructives dans la société. Par son travail et l'exercice de sa profession, il participe, à son tour, à l'instauration des fondements de la gouvernance judiciaire», pour lui, «il va sans dire

Ph/E: Soraya J. A.

L. N.

En dépit des mesures prises par le département du Commerce

Le monoxyde de carbone tue encore et toujours

Chaque hiver, le monoxyde de carbone est responsable de plusieurs cas d'asphyxie. Malgré la multiplication des campagnes de sensibilisation et des mesures prises par le ministère du Commerce à ce sujet, avant, et surtout pendant la période hivernale, des décès sont recensés. Les intempéries qui frappent le pays depuis quelques jours et les températures en baisse enregistrées dans plusieurs régions du pays, ajoutées à la neige qui couvre plusieurs wilayas, incitent à l'utilisation «abusive» des appareils au gaz pour se réchauffer. Ce qui cause des dégâts, notamment dans des habitations vétustes, où les conduites de gaz sont mal entretenues et des appareils de chauffage et des chauffe-bains contrefaits. Les dernières intempéries du mois de mars ont eu leur lot de victimes. Rien que pour le week-end dernier, deux personnes meurent intoxi-

quées au monoxyde de carbone vendredi à El-Kala (El-Tarf). Alors que six autres personnes ont été sauvées in extremis dans un second accident survenu à Ain Assel (El-Tarf) ont annoncé les services de la Protection civile. Le premier accident est survenu dans un domicile à la cité Djefel de la ville d'El Kala, où deux femmes, âgées de 40 et 75 ans ont péri intoxiquées au monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe-bain défectueux au moment où une troisième personne de la même famille a été évacuée d'urgence vers l'hôpital d'El Kala, dans un état jugé grave. Dans la commune d'Ain Assel, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour secourir une famille composée de six personnes, âgées entre 4 et 50 ans, victimes d'intoxication au monoxyde de gaz. Les victimes, habitants la cité des 150 logements ont été évacuées à l'hôpital Chadli-

Bendjedid au chef-lieu de wilaya, a encore ajouté la même source. Pour déterminer avec exactitude les causes de ces deux accidents, une enquête a été ouverte par les services concernés. Le 19 mars dernier, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 4 personnes incommodées par l'inhalation de monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Médéa et de Béjaïa. En revanche, une personne a perdu la vie, intoxiquée par le même gaz toxique émanant d'un chauffage à l'intérieur d'une habitation dans la wilaya de Djelfa. Auparavant, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 9 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de

chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Béjaïa et Tiaret. Il est à noter que l'asphyxie au monoxyde de carbone est l'un des accidents domestiques les plus meurtriers. Elle résulte d'une combustion incomplète du gaz naturel. Incolore et inodore, le monoxyde de carbone ne peut ainsi être détecté. C'est un gaz asphyxiant qui peut être mortel en moins d'une heure. Les causes de ces accidents demeurent les mêmes. Une mauvaise aération des habitations lors de l'utilisation des chauffages et le manque d'entretien de ces derniers et des conduites de fumée. Les familles, inconscientes des risques encourus d'un mauvais entretien, s'exposent d'autant plus à ce danger domestique. La vigilance du citoyen est donc plus que nécessaire pour éviter le drame.

Louiza Ait Ramdane

Le champ gazier de Timimoun inauguré ce mardi

Un nouveau défi relevé par Sonatrach et ses partenaires

■ Les fruits des derniers arrangements entre Sonatrach et ses partenaires Total et Cepsa se concrétisent le 27 du mois par l'inauguration du champ gazier de Timimoun.

Par Nadjib Stambouli

C'est au pas de charge, mais sans «confondre vitesse et précipitation» comme il s'écrit dans les rubriques sportives, que Abdelmoumène Ould Kaddour imprime des changements, à qualifier de bouleversements, dans la société qu'il dirige, Sonatrach. Conscient que dans l'univers des hydrocarbures où, plus que partout ailleurs, «le temps c'est de l'argent», le P-dg de cette société «poumon de l'Algérie» a non seulement introduit de nouvelles méthodes de gestion, mais a aussi impulsé un nouvel état d'esprit, axé sur l'ouverture et la vision projective à long terme. Règlement à l'amiable de contentieux, comme ce fut le cas avec Saipem et batterie d'accords avec les grands groupes pétro-gaziers mondiaux, Ould Kaddour implante résolument sa compagnie sur le terrain de l'avenir, se délestant au fur et à mesure des boulets bloquants et des forces d'inertie en ces temps de féroce concurrence où «qui n'avance pas recule», voire disparaît. Soucieux de l'intérêt de sa compagnie et, partant, de celui de l'Algérie, il a pris résolument le taureau par les cornes pour activer un espace dormant, du moins insuffisamment rentabilisé, celui du gaz. Ainsi, Abdelmoumène Ould Kaddour a récemment déclaré que le groupe qu'il préside a adopté une stratégie visant à augmenter ses capacités productives notamment celle du gaz industriel. C'est un passage obligé pour l'Algérie au vu de ses importantes réserves de gaz et les possibilités d'exportation de cette ressource par le biais des gazo-



ducs implantés à l'Est et à l'Ouest du pays, a-t-il estimé. Sur le même registre, le P-dg de Sonatrach a relevé l'importance particulière du champ gazier de Timimoun en soutenant que l'Algérie devrait se réorienter vers une plus grande production de gaz, puisque cette source d'énergie sera utilisée davantage avec une tendance mondiale économique qui prend en considération les recommandations des COP21 et COP23.

Ce choix est rendu d'autant plus nécessaire qu'étant donné la baisse actuelle du prix du pétrole sur le marché mondial, l'Algérie doit miser sur le gaz pour augmenter ses recettes en devises. Dans cette optique, il sera procédé après-demain 27 mars à l'inauguration du périmètre gazier de Timimoun, qui englobe les gisements de Barouda, Barouda Nord, Afflisses, Abiod, Hassi Yakour Drina, Irharen et Irharen Sud. C'est en décembre à Alger que le groupe Sonatrach, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydro-

carbures (Alnaft), le groupe français Total et la firme énergétique espagnole Cepsa ont signé un contrat de concession confirmant le nouveau cadre contractuel applicable au développement d'un projet gazier à Timimoun, dans le sud-ouest du pays. Les contrats ont été paraphés par les P-dg, respectivement, de Sonatrach, d'Alnaft et de Total ainsi que du directeur de Cepsa en Algérie, MM. Abdelmoumène Ould Kaddour, Arezki Hocini, Patrick Pouyanné et Claver Rodrigo Francisco Javier. Ce projet est opéré conjointement par Sonatrach (51%), Total (37,75%) et Cepsa (11,25%). Notons qu'à l'occasion de cette signature, le P-dg de Total a tenu à préciser que ce contrat était le premier à être signé par ce groupe français en Algérie depuis l'instauration de la loi 51-49% régissant l'investissement étranger en Algérie. De son côté, M. Ould Kaddour a signalé que les relations avec le groupe français «s'améliorent davantage». Rachat des parts d'ABB (Italie)

PHOTO: K. dans la société Sarpi, présence de General Electric, série d'accords avec Total, le Groupe Statoil qui a récemment exprimé sa volonté de relancer son partenariat, «sont autant de preuves de l'importance qu'accordent les partenaires étrangers à la coopération avec la compagnie», alors qu'auparavant «ils ne voulaient plus rester», avait affirmé Ould Kaddour. Le lancement ce mardi du champ gazier de Timimoun, par-delà ses retombées financières et son impact bénéfique sur l'emploi local, est le versant palpable et matériel d'une dynamique globale loin de s'arrêter aux seuls intérêts de Sonatrach. En effet, les effets d'entraînements de cette politique d'ouverture ouvrent une large porte aux investissements directs étrangers dans tous les secteurs, le grand retour des entreprises étrangères vers la grande compagnie pétro-gazière nationale servant de modèle et de levier de verrou psychologique pour d'autres sociétés internationales encore hésitantes à franchir le pas. Pour Sonatrach, les défis majeurs sont le remplacement des réserves et l'augmentation de la production. Il est à savoir que le temps nécessaire entre le début de l'exploration et le début de production en cas de découverte oscille entre 7 ans minimum voire jusqu'à 15 années. Pour cela, une vision claire avec une stratégie adaptée pour le court moyen et long terme est plus que nécessaire pour un coût minimum de découverte, de développement et d'exploitation, en espérant un prix à la vente raisonnable pour la pérennité du secteur. Et c'est là où l'on voit que la formule qualifiant Sonatrach de «poumon de l'Algérie», surtout quand elle est entre de bonnes mains, n'est pas qu'une figure de style... N. S.

Campagne de boycott des véhicules «made in bladi» sur les réseaux sociaux

L'APOCE soutient les boycotteurs mais reste sceptique sur les résultats

S'exprimant sur la campagne de boycott des véhicules «made in bladi» auquel ont appelé les internautes algériens sur les réseaux sociaux depuis plus d'une semaine, le président de l'Apoce, Mustapha Zebdi, a encouragé cette initiative. Néanmoins, il reste sceptique quant à l'impact qu'aura cette démarche. Depuis plus d'une semaine, la publication par le gouvernement des prix de sortie d'usine des véhicules montés en Algérie a créé un véritable tapage sur les réseaux sociaux. En effet, plusieurs internautes algériens ont mené une campagne appelant au boycott des véhicules «made in Algeria», qualifiés d'arnaques. Réagissant à cette initiative et les prix exorbitants de ces véhicules, le président de l'Association algé-

rienne de protection et d'orientation du consommateur et de l'environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, a expliqué que «les prix sortis d'usine des véhicules montés en Algérie, annoncés par la tutelle, montrent que certains concessionnaires «avidés» ont su profiter du déséquilibre du marché automobile. Ce déséquilibre résulte de la décision du gouvernement de geler les importations, entraînant une hausse significative de la demande, au cours des dernières années, donc une hausse des prix». Selon lui, ces prix, qui représentent le coût de la production, sont décidés par les entreprises de montage elles-mêmes, sans aucune enquête faite au préalable par le ministère de l'Industrie, le ministère du Commerce ou même le ministère

des Finances. Le président de l'Apoce a donc exigé que le ministère de tutelle suive toutes les étapes de la chaîne commerciale et enquête sur la validité de ces prix, qui restent de simples déclarations par les fabricants. Car, ajoute-t-il, ceux-ci restent loin des prix appliqués dans d'autres pays. L'Apoce appelle également à une enquête minutieuse pour détecter la complicité de certains concessionnaires avec les courtiers qui vendent un grand nombre de voitures neuves à des fournisseurs non accrédités, bien que le décret exécutif 15/58 du 8 février 2015 l'interdise explicitement. Interrogé sur la campagne de boycott des véhicules «made in bladi», Zebdi a indiqué que l'Apoce encourage cette initiative, bien qu'il ne «s'attend pas à des résultats positifs».

Selon lui, «il n'y a pas d'autres alternatives». D'ailleurs, les gens sont contraints, outre la cherté des prix, d'attendre plus de six mois pour se faire livrer leurs véhicules. La voiture est devenue aujourd'hui un besoin urgent pour chaque famille. Selon lui, cette initiative est un engagement qui favorise l'intérêt des citoyens algériens et montre, toutefois, que la culture de la consommation commence à s'installer dans notre pays. De son côté, le président de l'Association des concessionnaires automobiles (AC2A), Youcef Nebbache, soutient totalement dans le fond et dans la forme cette initiative. En effet, Nebbache juge que le consommateur algérien se fait arnaquer par ces prix. «Comment pouvez-vous justifier qu'un véhicule monté chez nous en CKD

LA QUESTION DU JOUR

L'armée turque à l'arrêt dans Afrine

Suite de la page une

Is l'ont commencé dans le camp américain, allant alors jusqu'à descendre un avion russe, qui avait dépassé de son nez leur espace aérien. Après le coup d'Etat manqué de 2016, et comme les Américains se refusaient à leur livrer celui qu'ils désignaient comme son instigateur, Fethullah Gülen, ils sont passés dans le camp russe, tout en restant membres de l'Otan. Ces derniers temps, ils sont retournés dans le camp américain, mais sans rompre pour cela avec la Russie. Mais déjà on les sent prêts à se retirer de l'alliance avec la Russie et l'Iran. Si les Américains leur abandonnaient Menbaj, leur livrant du même coup le passage jusqu'au-delà de la frontière irakienne, sans doute ils se retourneraient complètement contre elle. En attendant que la tournure des événements se précise, ils sont à l'arrêt dans Afrine, ne pouvant ni avancer ni reculer. Afrine les a pris autant qu'ils l'ont prise. Ils en ont chassé les milices kurdes, soit, mais rien ne dit encore que celles-ci ne vont pas y revenir pour leur faire une guerre de partisans. C'est-à-dire pour les fixer dans leur conquête, les y enfermer autrement dit. Les Kurdes ont dit qu'ils ne quitteraient Afrine que pour mieux revenir les en chasser. Or il n'y a pas qu'eux pour vouloir que les Turcs n'aillent pas plus loin en Syrie. Il y a aussi Damas, les Russes, les Iraniens, et même les Américains, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas l'intention de leur livrer Menbaj. Bref, les deux camps en présence s'entendent peut-être déjà sur leur dos. De toute façon on n'aura pas à attendre longtemps avant d'en avoir le cœur net. Or c'est maintenant que les circonstances sont favorables aux manœuvres turques. Avec la fin toute proche de la bataille de la Ghouta orientale, c'est une autre étape de la guerre qui commence, dans laquelle la guerre par procuration aura de moins en moins de latitude. Si d'ailleurs il n'y avait qu'elle en l'occurrence, elle serait en train de s'achever. Mieux, on saurait dès à présent quel camp en est le vainqueur. M. H.

(Complete Knock Down, un kit complet nécessaire pour assembler un produit) revient plus cher, si ce n'est à cause d'une sur-facturation ?». Pour le président de l'AC2A, cette initiative pourrait amener à faire baisser les prix, mais il demande tout de même aux pouvoirs publics de diligenter une enquête approfondie, et forcer les «assembleurs» à pratiquer la vérité des prix. Pour l'AC2A, c'est à l'Etat de déterminer, dans ce cas précis, le prix des véhicules. Il précise aussi que chez notre voisin le plus proche, le Maroc, ce même véhicule est vendu à 600 000 DA.

Thininene Khouchi

Choix du plan de développement communal à Tazmalt/ Béjaïa

Le mouvement associatif mis à contribution

■ Après l'installation, il y a quelques semaines seulement du conseil communal des sages, une session ordinaire s'en est suivie. Celle-ci a été tenue mardi dernier à la salle des délibérations de l'APC en présence des membres dudit conseil et de nombreux représentants du mouvement associatif et comités des quartiers des villages de la commune.

Par Hocine C.

Les travaux de cette session ont porté sur le choix des opérations à mener dans le cadre du plan de développement communal (PCD) de l'année en cours et aussi sur les opérations en perspective. Les membres dudit conseil ont, après débat et propositions, voté en faveur de la réalisation d'une série de projets et de travaux d'aménagement des chemins et accès des villages et lieux-dits et aussi pour d'autres opérations d'AEP, de voirie, etc... en priorité. Autrement dit, la part du lion sera consacrée aux zones rurales, semble-t-il, sachant que la superficie de la commune de Tazmalt est majoritairement constituée de zones rurales comme Allaghan, Tassergent, Rodha, Idhriken, Ichikar, M'zorzour, Ikhervane, Fighou, Hirouche, Tazrivth, Tighnathine, etc... Ainsi, le choix du mouvement associatif est porté sur l'aménagement de la voie menant de l'école Ziri (gare jusqu'à la voie menant vers Tazaghart). Il s'agit de désenclaver le marché hebdomadaire et aérer la route nationale, rééquiper la station de reprise (AEP) d'Idhriken, (alimentation en eau potable): variante PEHD et réaliser la 1^{re} tranche du projet de bibliothèque communale en surélévation sur l'ex-crèche commu-



nale. Une série de travaux d'aménagement sera également menée dans le cadre des PCD de cette année, comme l'ont adopté les participants à cette rencontre. On peut énumérer l'aménagement de la voie menant HP Zizi vers la route Tazaghart et Boudjellil sur 1 200 ml, le revêtement en béton bitumineux du chemin communal de 2.5 km, la réalisation d'une bibliothèque communale en surélévation sur la crèche communale (1^{re} tranche), le revêtement

en béton bitumineux des pistes Ikharbane (Mahtout 1 et 2) sur 1100 ml. Ce sont, en fait, une quarantaine d'opérations d'aménagement de pistes, d'accès et de chemins qui sont programmées par l'APC. Une vingtaine d'autres projets sont également envisagés. Il s'agit d'une étude d'aménagement d'un réseau d'assainissement (voirie) au village M'zorzour, aménagement et revêtement de la piste débouchant à Thignathine vers Ath-Khlouka sur 1 300 ml, un projet

tant réclamé par les habitants, aménagement et revêtement de la route Tassergent sur 600 ml, revêtement en béton bitumineux piste reliant RN 26 PK 54+000 vers localité Aït Saïd sur 1 000 ml, aménagement et revêtement en béton bitumineux piste localité Aït Saïd sur 1000 ml, aménagement voirie revêtement en béton bitumineux piste reliant RN 26 PK 59+000 vers ferme Ouari sur 850 ml, etc... A la lecture des intitulés des projets qui nous ont été communiqués, on peut dire

que les PCD de cette année seront consacrés en gros aux revêtements et aux aménagements de chemins. C'est dire en fait que le désenclavement des villages est un grand souci pour les habitants. Notons que d'autres projets ont été effleurés lors des discussions dont certains devraient faire l'objet de fiches techniques à soumettre aux autorités concernées pour les inscrire dans le cadre des plans sectoriels de développement (PSD) à venir. H. C.

P.V.D. R.

Drogue à Béjaïa

Un individu arrêté et écroué

LA BRIGADE de lutte contre les stupés de la police judiciaire de la sûreté de wilaya a arrêté un individu ayant des antécédents judiciaires, en possession d'une quantité de drogue. «Il s'agit de Aa. M. âgé de 51 ans. Il a été arrêté suite à des informations parvenues à la police sur ses activités délictueuses dans les quartiers populaires de la ville de Béjaïa», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le prévenu était sous surveillance de la police pendant plusieurs jours avant d'être arrêté enfin en flagrant délit de possession de drogue. «Après perquisition de son domicile, la police a découvert aussi une quantité de drogue de 90g sous forme de barrettes prêtes à être écoulées», précise notre source. Un dossier pénal a été élaboré à son encontre pour possession, consommation et dissimulation de drogue et sa revente. Il a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui l'a cité à comparaître pour être mis sous mandat de dépôt. H. C.

Sofia

Messahel rencontre la communauté nationale établie en Bulgarie

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel a rencontré vendredi, en marge de sa visite officielle en Bulgarie, des membres de la communauté nationale établie dans ce pays, indique samedi un communiqué de son département ministériel. Cette rencontre a été largement saluée par les membres de la communauté algérienne en Bulgarie qui «ont pu s'exprimer sur leurs attentes et leurs préoccupations», précise la même

source. M. Messahel a souligné l'«attention particulière que porte le président de la République, Abdelaziz Bouteflika à l'endroit de la communauté nationale à l'étranger, comme il a rappelé, en détail, les mesures décidées par le chef de l'Etat, en vue de répondre à ses préoccupations et à ses attentes». Les membres de la communauté nationale en Bulgarie présents à cette rencontre ont exprimé «leur appréciation pour cette initiative ainsi

que pour les efforts consentis par le gouvernement algérien pour la prise en charge de leurs attentes». Ils ont également exprimé leur «engagement à participer activement au développement de leur pays et au renforcement des liens d'amitié et de solidarité entre les peuples algérien et bulgare». A l'endroit des amis bulgares de l'Algérie, M. Messahel a «rendu hommage au soutien que le peuple bulgare a apporté à la lutte du peuple algérien pour son

indépendance et à la participation active des volontaires bulgares qui ont accompagné la jeune République algérienne, après son indépendance, à l'édification de l'Etat». «Cette relation historique entre les deux peuples doit inspirer une relation renouvelée entre la Bulgarie et l'Algérie, basée sur les mutations profondes et similaires qu'ont connues les deux pays ces dernières années», a noté le ministre des Affaires étrangères. Atik N./APS

Oran /Forêt d'El Menzeh

Inauguration d'un nouvel espace récréatif

Un nouvel espace boisé à vocation récréative et de détente a été inauguré, samedi, au niveau de la forêt d'En Menzeh (ex-Canastel), dans sa partie Est, à Belgaid, agglomération urbaine relevant de la commune de Bir El Djir (Oran). Cet espace boisé de près 30 hectares a été pris en charge dans le cadre d'une opération d'aménagement de la forêt d'El Menzeh (120 ha) dans sa partie Est à Belgaid, (Bir El Djir) dédié aux activités sportives et récréatives, a expliqué le conservateur des forêts de la wilaya, Abdelkrim Bouziane, lors de son ouverture,

organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'arbre, en présence des représentants de la Protection civile, de la jeunesse et des sports, des douanes algériennes, des élus locaux et du mouvement associatif. Ce pôle de détente et de récréation de Belgaid, situé en milieu forestier sur une longueur de 2 kilomètres sur le prolongement de la frange maritime de la ville d'Oran, dispose, outre d'un parking, d'espaces de promenade, d'un terrain de pétanque, d'une aire de jeux pour enfants et d'une zone de sports divers : football, beach-volley, course à

pied, (jogging, footing)) et cross-country et parcs de santé équipés, a-t-il dit, félicitant au passage la société algérienne de recyclage «Millénium d'Oran», pour avoir contribué énormément au programme de plantation de 12 000 arbustes de variétés différentes. La mise sous terre de 3 000 plants en milieu forestier, prévue aujourd'hui, opération devant clôturer le programme de plantation de 100 000 arbres, a été reportée en raison des mauvaises conditions climatiques, a indiqué le responsable local de l'administration forestière. Le directeur général de cette Sarl

de valorisation de pneus usagés, Nouredine Kada, qui contribue en tant qu'opérateur économique à la mise en valeur durable de l'écologie et du respect de la nature, a insisté, dans une déclaration à l'APS, sur l'importance de préserver ce patrimoine ouvert à tous, un acquis pour la ville, qui s'inscrit dans le cadre des réalisations, en prévision des Jeux méditerranéens Oran -2021. Pour rappel, l'opération d'aménagement de la forêt d'El Menzeh sur un impact de 120 hectares est estimée à 140 millions de DA.

Hocine G.

Conjoncture

Nette baisse du déficit de la balance des paiements

■ Le déficit de la balance des paiements s'est réduit de plus de 4 milliards de dollars en 2017, en dépit de la hausse des services payés en devises et des transferts des dividendes des entreprises étrangères activant en Algérie, a appris l'APS auprès de responsables de la Banque d'Algérie.



Par Ilham N.

Le solde global de la balance des paiements de l'Algérie a ainsi affiché un déficit de 21,76 milliards de dollars en 2017 contre un déficit de 26,03 milliards de dollars en 2016. La balance des paiements se compose à la fois des flux des biens (commerce extérieur des marchandises), des services, des revenus, des transferts de capitaux et des flux financiers réalisés entre l'Algérie (Etat, entreprises et particuliers)

et le reste du monde. Soit l'ensemble des entrées et sorties de devises entre l'Algérie et les autres pays. Par catégories des composantes de ces flux, le déficit de la balance commerciale (marchandises) s'est établi à 14,31 milliards de dollars en 2017 contre 20,13 milliards de dollars en 2016, soit un recul de 29%. Quant au poste Services hors revenus des facteurs, le déficit s'est creusé à 8,11 milliards de dollars en 2017 contre 7,34 milliards de dollars en 2016.

Le poste des Services

hors revenus des facteurs se compose notamment des prestations techniques assurées par les étrangers en Algérie et par l'Algérie à l'étranger (études...), le transport assuré par les transporteurs étrangers pour les marchandises importées par l'Algérie (armateurs...) et les assurances à l'international.

Hausse des importations des services

Le déficit du poste des Services hors revenus des fac-

teurs a ainsi augmenté de 764 millions de dollars entre 2016 et 2017. Ce déficit a résulté autant de la diminution des exportations algériennes des services (baisse de 344 millions de dollars) que de l'augmentation des importations des services (hausse de 420 millions de dollars), explique la même source. A titre d'exemple, 540 millions de dollars ont été déboursés en 2017 pour les services liés au bâtiment et travaux publics dont essentiellement les importations de services de l'Agence nationale des autoroutes (ANA). Concernant le poste Revenus des facteurs, le déficit s'est creusé à 2,56 milliards de dollars en 2017 contre 1,57 milliard de dollars en 2016, en hausse de 985 millions de dollars.

Le poste Revenus des facteurs comprend, entre autres, les bénéfices rapatriés vers l'extérieur par les entreprises étrangères activant en Algérie, les bénéfices réalisés par les sociétés algériennes à l'étranger...

L'augmentation du déficit du poste Revenus des facteurs «résulte principalement de la hausse des transferts des dividendes des filiales et succursales des entreprises et institutions financières étrangères en Algérie», relèvent les mêmes responsables.

Concernant les transferts nets (sans contreparties) dont essentiellement les transferts des retraites et pensions vers l'Algérie, ils ont augmenté de près de 7% en passant à 3,01

milliards de dollars en 2017 contre 2,82 milliards de dollars en 2016. Au total, le déficit du Compte courant de la balance des paiements s'est alors réduit à 21,96 milliards de dollars en 2017 contre 26,22 milliards de dollars en 2016. Le solde du Compte courant de la balance des paiements comprend les soldes, respectivement, de la balance commerciale des marchandises, du Poste des services hors revenus des facteurs et du Poste revenus des facteurs ainsi que des transferts nets. Quant au solde du Compte capital et opérations financières, il a affiché un excédent de 193 millions de dollars en 2017 contre un excédent de 188 millions de dollars en 2016.

Le Compte capital et opérations financières se compose essentiellement des investissements directs nets (entrants moins sortants) ainsi que les opérations de crédits à court, moyen et long termes entre résidents et non résidents.

C'est ainsi qu'avec le total de l'ensemble de ces opérations d'entrées et sorties de devises, le solde global de la Balance des paiements (Compte courant de la balance des paiements + Compte capital et opérations financières) a affiché un déficit de 21,76 milliards de dollars en 2017 contre un déficit de 26,03 milliards de dollars en 2016. Concernant les réserves de change, qui se sont contractées de 16,8 milliards de dollars en 2017 en passant de 114,14 milliards de dollars à fin décembre 2016 à 97,3 milliards de dollars à fin 2017, la même source commente que cette diminution, observée depuis 2014, «traduit l'excès de la demande intérieure, notamment la consommation finale marchande et non marchande, sur l'offre de biens et services».

«Si le niveau des réserves de change demeure encore appréciable et adéquat et contribue à la résilience de l'économie algérienne face au choc externe, il permet aussi de disposer d'espaces de ressources (épargne sur le reste du monde) permettant d'effectuer graduellement les ajustements macroéconomiques nécessaires pour rétablir les équilibres macroéconomiques et de mettre en œuvre les réformes structurelles requises pour libérer le fort potentiel de croissance de l'économie nationale», poursuivent les responsables de la Banque centrale. Par ailleurs, les dividendes de la Banque d'Algérie ont connu une hausse en passant de 610 milliards de dinars en 2016 à 920 milliards de dinars en 2017, selon la même source.

Fatah G.

I. N./APS

Taxes américaines sur l'acier et l'aluminium

L'UE réclame une «exemption permanente» et menace de répliquer

Les dirigeants de l'UE, réunis vendredi en sommet à Bruxelles, ont réclamé de l'administration américaine une «exemption permanente» des nouvelles taxes douanières sur l'acier et l'aluminium, menaçant de répliquer de manière «proportionnée» et «appropriée» dans le cas contraire. L'UE «demande à ce que l'exemption soit permanente», ont-ils écrit dans les conclusions adoptées au deuxième jour de leur sommet, au lendemain de l'annonce de l'exemption, jusqu'au 1^{er} mai, accordée par le président américain Donald Trump, à certains des partenaires des Etats-Unis dont l'UE. Regrettant la décision du président Trump d'imposer des taxes de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur celles d'aluminium, les dirigeants européens ont affirmé que l'UE «se réserve le droit, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du com-

merce, de répondre aux mesures (américaines) de manière proportionnée et appropriée». Donald Trump qui a signé le 8 mars le document controversé imposant ces taxes, a décidé que le Canada, premier partenaire commercial et premier fournisseur d'acier des Etats-Unis, en sera, exempté, de même que le Mexique. Mercredi, le Secrétaire américain au Commerce Robert Lighthizer a annoncé que la suspension de l'application des nouvelles taxes sera étendue à l'UE, l'Australie, l'Argentine, le Brésil et la Corée du sud. Mais, cette exemption «temporaire» a irrité les dirigeants européens qui ont réaffirmé, dans leurs conclusions, leur soutien «ferme» aux mesures prises par la Commission européenne afin de «veiller à ce que les intérêts de l'UE soient pleinement protégés». Dans une déclaration à la chaîne de télévision belge RTBF, le Premier ministre

belge Charles Michel a dénoncé une manière «pas loyale» de négocier entre «des partenaires aussi solides sur le plan historique». «Nous avons l'impression qu'il y a, chez le président américain, une volonté de négocier avec l'UE en mettant un revolver sur notre temps», a-t-il déploré. La commissaire européenne chargée du Commerce, Cecilia Malmström a dénoncé, de son côté, l'attitude de l'administration américaine qui a opté pour une exemption temporaire, soulignant, dans un tweet, que «les discussions entre des alliés et des partenaires ne devraient pas faire l'objet de dates limite artificielles». La commissaire Malmström avait indiqué qu'une liste provisoire des produits que l'UE pourrait taxer fortement était «prête». Cette liste comprend des produits en acier, industriels et agricoles. Elle a cité, à ce propos, certains articles comme le jus d'orange, le beurre de caca-

huète ou encore le vin. Le vice-président de la Commission européenne, Jyrki Katainen avait affirmé, de son côté, que l'UE était «prête» à saisir l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour déposer un recours à l'encontre des Etats-Unis. Dans leurs conclusions, les dirigeants européens ont estimé, en outre, que les mesures prises par l'administration américaine «ne peuvent être justifiées par des raisons de sécurité nationale», soulignant que le protectionnisme «n'est pas la solution appropriée» au vrai problème du secteur qu'est «la surcapacité». Pour justifier sa décision, Donald Trump avait invoqué l'article 232 de la législation commerciale américaine qui avance des arguments liés à la défense nationale pour limiter l'importation de produits et de biens aux Etats-Unis.

Tizi-Ouzou

Ouverture aujourd'hui des inscriptions pour le concours du village le plus propre

■ Les inscriptions pour la sixième édition du concours «Rabah Aissat» du village le plus propre organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW de Tizi-Ouzou), débiteront aujourd'hui, a-t-on appris vendredi, des organisateurs.

Par Aomar T.

Les inscriptions pour participer à cette compétition écologique s'étaleront jusqu'au 30 avril prochain, a indiqué le président de l'APW Youcef Aouchiche, faisant savoir que le nombre des lauréats pour cette nouvelle édition 2018, sera porté à 10 alors qu'il était de 8 en 2017 et 6 en 2016.

Les comités de villages intéressés pourront se rapprocher du secrétariat de la Commission santé, hygiène et protection de l'environnement (CSHPE) de l'APW, pour retirer une fiche de participation à remplir qu'ils déposeront ensuite avec une demande de participation signée par le président du comité du village ou son représentant, a-t-on précisé.

La décision d'augmenter le nombre des lauréats, a été prise pour encourager et motiver les communautés villageoises de la wilaya, qui fournissent beaucoup d'efforts pour la protection de l'environnement et d'embellissement de leur villages. Les villages qui seront classés à la 9^e et 10^e places recevront chacun un prix de 2 millions de DA, a précisé la CSHPE.

Les organisateurs de ce

concours ont annoncé également une révision à la hausse du récompense offerte au village qui sera sacré le plus et qui décrochera la 1^{ère} place. Ce prix passera de 8 à 9 millions de DA. Pour les autres gagnants le montant sera le même que celui de l'édition précédente.

Les villages qui seront classés 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, et 5^{ème} place recevront respectivement des sommes de 7, 6, 5 et 4 millions de DA, ceux qui arriveront à la sixième, septième et huitième places recevront chacun une subvention de 3 millions de DA.

Le règlement intérieur de ce concours qui prévoit une notation pour diverses opérations



liées à la protection de l'environnement, dont l'aménagement et la réhabilitation des places publiques et des fontaines, création d'espaces verts, embellissement des rues, entretien des cimetières, organisation de la collecte des déchets, la gestion

des déchets (tris, collecte, et compostage) et mise en place de composteurs, rappelle-t-on.

L'APW qui a enregistré 78 candidats en 2017, prévoit de dépasser les 100 participants pour l'édition de cette année, a indiqué M. Aouchiche qui a sou-

ligné qu'au-delà de ceux qui seront primés, «les villages qui participeront à ce concours auront le mérite d'avoir contribué effectivement à la préservation de l'environnement dans notre wilaya».

A. T./APS

Aéroport international Messali-Hadj (Tlemcen)

Ouverture d'une nouvelle ligne vers Alicante

L'aéroport international Messali-Hadj de Zenata (25 km de Tlemcen) a enregistré l'ouverture d'une nouvelle ligne aérienne reliant la capitale des Zianides et la ville espagnole d'Alicante, a-t-on appris de la wilaya de Tlemcen.

Cette nouvelle ligne qui sera desservie par deux vols hebdomadaires d'Air Algérie (mardi et vendredi) démarrera, officiellement, le 1^{er} mai prochain, a-t-on annoncé, jeudi soir, faisant savoir que cette initiative fait suite à la dernière rencontre, le 23 février écoulé, entre le wali de Tlemcen, Ali Benyaïche et le

Président directeur général (P-DG) de la compagnie nationale, Allèche Bakhouch.

Déjà desservi par les lignes Tlemcen-Paris, Tlemcen-Marseille et Tlemcen-Lyon, l'aéroport Messali-Hadj sera renforcé par cette nouvelle destination suite à une demande conséquente au niveau de la wilaya de Tlemcen et régions environnantes (Ain Témouchent et Sidi Bel-Abbès, notamment), affirme-t-on de même source.

Lors de sa rencontre avec le premier responsable d'Air Algérie, le responsable de l'exécutif de la wilaya de Tlemcen, a deman-

dé, également le renforcement des vols aériens entre la capitale des Zianides et Alger, outre l'ouverture d'une nouvelle ligne entre Tlemcen et la ville marocaine d'Oujda, rappelle-t-on, faisant savoir, là aussi, la demande sans cesse croissante enregistrée dans ce domaine. Cette demande émane, également, des agences de voyages implantées à Tlemcen et au niveau des wilayas voisines.

La nouvelle ligne aérienne Tlemcen-Alicante, renforcera ainsi la ligne maritime Ghazouet-Almeria (Espagne).

Ali T.

AEP/Tissemsilt

Reprise de l'approvisionnement pour 15 communes après une coupure de 3 jours

La reprise de l'approvisionnement en eau potable de 15 communes de la wilaya de Tissemsilt a été effective jeudi soir, après une coupure de trois jours, due aux problèmes de canalisations imputés aux perturbations de l'alimentation du barrage «Koudiat Errasfa», a-t-on appris vendredi de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

L'eau potable coule de façon normale au niveau des foyers dans les communes de Tissemsilt, Sidi Abed, Ouled bes-sam, Lardjem, Maassam, Sidi El Antri et Beni lahcène, Larbaa, El Azharia, Boukaïd, Bordj bounaama, Tamalaht, Beni Chaïb, Sidi slimane et Laamari et ce, après réparation des travaux des principales canalisations par les équipes techniques avec le concours des services des ressources en eau, a indiqué à l'APS la même source.

Il s'agit de dommages causés aux canalisations principales du barrage «Koudiat Errasfa», situées dans la zone de Ouled Aïcha (commune de Lardjem), dues à l'érosion du sol,

provoquée par les fortes pluies qui se sont abattues sur la région durant la semaine écoulée, a-t-on expliqué.

Les équipes techniques ont réussi à réparer les stations de

refoulement du barrage «Koudiat Errasfa» qui étaient en panne à cause de l'augmentation des coulées boueuses de cet ouvrage hydraulique qui surviennent des torrents des mon-

tagnes après les fortes pluies.

Le barrage «Koudiat Errasfa» (Beni-Chaïb) qui dispose d'une capacité de stockage globale estimée à 73 millions de mètres cubes, alimente actuellement 15

communes de la wilaya en eau potable.

Ghania C.

El Bayadh/Après les perturbations causées par le verglas

Retour à la normale sur les principaux axes routiers

La circulation routière est revenue à la normale, vendredi matin au niveau des principaux axes routiers de la wilaya d'El Bayadh après les perturbations causées par le verglas ayant provoqué le blocage de circulation des véhicules des heures durant, a-t-on appris, de la direction de wilaya des Travaux publics (DTP). Fayçal Charoun, a indiqué à l'APS que les services de la DTP sont intervenus dans la soirée du jeudi soir au niveau de la RN 6 reliant El Bayadh à Saïda dans son tronçon menant de la ville de Bogtob à El Kheïter, au nord de la wilaya, pour enlever le verglas le long de la route (le salage) et faciliter la circulation routière.

Les mêmes services ont mené une opération similaire, vendredi matin au niveau de la RN 47, au sud de la wilaya à hauteur des zones de Thénia et Lakermi pour l'enlèvement des couches de verglas, à l'origine du blocage de la circulation routière sur cet axe

routier. Le même interlocuteur a insisté sur la mobilisation des moyens humains et matériels pour intervenir et faire face à toute éventualité, en raison des perturbations climatiques que connaît la wilaya. La wilaya a

M'sila

Démantèlement d'un réseau de faux monnayeurs

UN RÉSEAU de faux monnayeurs a été démantelé par les services de la Gendarmerie nationale dans la wilaya de M'sila et les six personnes constituant ce groupe ont été appréhendées, a-t-on appris vendredi auprès du groupement de wilaya de ce corps constitué. Suite à des informations indiquant une activité suspecte d'un groupe d'individus, une enquête a été déclenchée et les investigations ont permis d'identifier les malfrats a précisé la même source détaillant que les surveillance des membres de ce groupe a permis de leur tendre une souricière. La même source a indiqué que ces individus ont été arrêtés dans la ville de M'sila avec en leur possession 89 000 dinars de billets contrefaits de fausse coupure de 1 000 et 2 000 DA, alors qu'ils s'approprièrent à faire écouler la somme d'argent. Présentés devant le procureur de la République près tribunal de M'sila, un des mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, deux individus parmi ce groupe ont été placés sous contrôle judiciaire alors qu'une citation directe a été signifiée pour les trois autres membres du groupe, a-t-on conclu.

K. L.

T. G.



Sahara occidental/Washington

Kohler rencontre le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient

■ L'émissaire onusien, Horst Kohler, a rencontré à Washington le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, l'ambassadeur David Satterfield, avec lequel il a échangé sur les perspectives du règlement du conflit au Sahara occidental, a-t-on appris de sources informées du dossier.

Par Moncef G.

Aucun élément n'a filtré de cet entretien, tenu dans le cadre des consultations élargies, initiées par le médiateur allemand en vue de relancer le processus onusien à l'arrêt depuis 2012.

Mercredi, l'émissaire onusien a informé le Conseil de sécurité de son déplacement jeudi à Washington pour rencontrer des responsables de l'administration américaine.

Lors de ce briefing au Conseil de sécurité, Kohler a expliqué que ces consultations, ont été «guidées par des ancrages stratégiques».

A ce titre, il a précisé que les discussions bilatérales avec les parties au conflit et les pays voisins visaient à «instaurer la confiance en son impartialité» et à explorer les domaines susceptibles de faire l'objet d'un compromis.

Ses rencontres avec les responsables de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA) ont été également tenues sous le signe de l'écoute.

L'UE est «un proche voisin et un partenaire stratégique des pays du Maghreb en matière économique, sociale et sécuritaire (...) qui a une perspective précise du conflit», a-t-il souligné lors de cette réunion d'information.

«De même, il ne fait aucun doute que l'UA est une partie prenante importante, dont les points de vue sur le conflit doivent être entendus, notamment que le Maroc et la République arabe sahraouie sont tous les deux membres de cette organisation», a-t-il ajouté.

Kohler compte aller de l'avant dans sa mission de médiation malgré les tentatives du Maroc de perturber ses efforts. A cet effet, il compte tenir d'autres consultations bilatérales avec les membres du Conseil de sécurité, y compris avec plusieurs hauts responsables de la Chine et de la Russie, a-t-il annoncé lors de ce briefing.

Sa rencontre jeudi avec l'ambassadeur Satterfield revêt une importance particulière, les Etats-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, sont agacés par l'absence de volonté de la part du Maroc de reprendre les négociations.

Washington n'a pas caché ses préoccupations quant au blocage du processus de paix et ont averti en avril 2017, juste après le vote de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso, qu'ils allaient «surveiller de près les progrès réalisés sur le terrain».

Pour l'administration américaine, les blocages dressés à la Minurso ont conduit le Conseil de sécurité à concentrer son débat sur «des détails opérationnels très spécifiques» au lieu de s'intéresser à sa véritable mission qui consiste à organiser un référendum d'autodétermination.

Au demeurant, la position américaine n'a pas changé d'un iota à l'égard de la question sahraouie, malgré les multiples tentatives du Maroc de la faire fléchir via son lobby au Congrès.

Le département d'Etat maintient toujours les territoires sahraouis dans sa liste des dépendances et territoires à souveraineté spéciale, dont le statut final reste à déterminer.

Kohler : «Mon mandat consiste à parvenir à une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui»

L'ancien président allemand, Horst Kohler, a défini avec clarté son mandat en tant qu'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, en expliquant devant le Conseil de sécurité qu'il consistait à «trouver une voie pour l'avenir» pouvant mener à une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui.

«Mon rôle dans ce processus n'est pas celui d'un arbitre qui doit juger qui avait raison et qui avait tort dans le passé. Mon



mandat consiste à trouver une voie pour l'avenir, une voie pouvant mener à une solution mutuellement acceptable et qui permette l'autodétermination du peuple sahraoui», a affirmé Kohler dans sa première présentation sur le Sahara occidental, dont l'APS a obtenu une copie.

Kohler, qui a expliqué sa vision du processus de paix qu'il compte relancer prochainement, a précisé que son objectif était de relancer les négociations directes entre les deux parties au conflit dans le courant de l'année 2018.

Mais a précisé que ces négociations ne «sont pas une fin en soi» car elles «ne seront fructueuses que si elles sont menées avec réalisme, esprit de compromis, de bonne foi et sans conditions préalables».

«C'est ainsi que la résolution 2351 le précise, et nous n'avons pas besoin d'une nouvelle terminologie, mais d'une volonté de remplir ce langage de sens et de le suivre par l'action», a ajouté Kohler, rejetant les conditions du Maroc qui refuse de revenir à la

table des négociations que si son plan d'autonomie est mis comme seule option pour le règlement du conflit.

Le médiateur allemand a expliqué que pour le moment il n'est pas «exclusivement focalisé sur la solution» mais sur «la recherche d'un processus» qui permettrait aux deux parties au conflit de négocier elles-mêmes la solution.

Déplacement à Laâyoune

Kohler a fait part de sa volonté d'élargir la thématique des discussions en incluant les questions qui concernent directement la situation des Sahraouis dans les territoires occupés. Pour cela, il envisage de se rendre à Laâyoune pour les rencontrer sur place, a-t-il promis.

Evoquant les consultations qu'il avait menées ces deux derniers mois, Kohler a précisé qu'elles ont été «guidées par des ancrages stratégiques».

A ce titre, il a relevé que les consultations bilatérales avec les

parties au conflit et les pays voisins visaient à «instaurer la confiance en son impartialité» et à explorer les domaines susceptibles de faire l'objet d'un compromis.

Il a fait savoir que durant ces réunions, il avait «exprimé certaines de ses attentes» pour aboutir à un processus fructueux.

«Je leur ai aussi dit que je ne participerais pas à la gestion des incidents et ne réagis pas aux crises fabriquées, je n'agis pas comme pompier», a-t-il dit en allusion au Maroc qui a provoqué des crises répétitives au niveau de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso) pour retarder les efforts de médiation de l'ancien émissaire, Christopher Ross.

Ecouter l'avis de l'Union africaine

Kohler a noté devant le Conseil de sécurité que ces consultations élargies ont été tenues sous le signe de l'écoute.

«Je veux parler et écouter toutes les parties prenantes qui pourraient aider à résoudre ce conflit», a-t-il indiqué.

Pour l'Union européenne, il a relevé qu'il s'agissait d'«un proche voisin et d'un partenaire stratégique des pays du Maghreb en matière économique, sociale et sécuritaire». «L'UE a donc une perspective précise du conflit», a soutenu Kohler.

«De même, il ne fait aucun doute que l'Union africaine est une partie prenante importante, dont les points de vue sur le conflit doivent être entendus, notamment que le Maroc et la République arabe sahraouie démocratique sont tous les deux membres de cette organisation», a-t-il souligné.

Le médiateur allemand compte aller de l'avant dans sa mission malgré les tentatives du Maroc de perturber ses efforts, avançant que le règlement de ce conflit est du ressort exclusif du Conseil de sécurité, où il jouit du soutien inconditionnel de la France. A cet effet, il compte tenir d'autres consultations bilatérales avec les membres du Conseil de sécurité, y compris avec plusieurs hauts responsables la Chine et de la Russie.

Horst Kohler, a lancé un appel au Conseil de sécurité pour le soutenir dans sa mission de médiation. «J'in invite tous les membres du Conseil à continuer de me soutenir par des paroles et des actes et à commencer par veiller à ce que la résolution 2351 soit appliquée», a-t-il conclu.

M. G./APS

Occupation

Le Royaume-Uni réitère son soutien à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental

Le gouvernement britannique a réitéré son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui et son appui à une solution politique juste au conflit du Sahara occidental, basée sur les principes et résolutions des Nations unies.

Dans une réponse à une question écrite d'une députée, le ministre d'Etat britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ministre du Développement interna-

tional, Alistair Burt, a réaffirmé la position du gouvernement britannique sur la question du Sahara occidental, soutenant une solution politique «juste et durable qui garantit le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination».

M. Burt répondait à une question écrite adressée par la députée et porte-parole du groupe parlementaire du parti libéral-démocrate, Leila Moran, sur la Mission des

Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso).

Il a affirmé que le Royaume-Uni «appuie le travail de la Minurso et les efforts menés par les Nations unies pour parvenir à une solution durable et mutuellement acceptable de la question du Sahara occidental qui prévoit l'autodétermination du peuple sahraoui».

Mondji T.



Affaire Skripal

Mesures imminentes de pays de l'UE contre Moscou

■ Plusieurs pays de l'UE ont annoncé vendredi qu'ils prendraient dans les prochains jours, peut-être dès lundi, des mesures contre la Russie, en réaction à l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal sur le sol britannique attribué par Londres à Moscou.

Par Rosa C.

La Russie, pour sa part, a accusé le Royaume-Uni de pousser ses alliés européens à la confrontation avec elle, dénonçant «une nouvelle campagne antirusse lancée par Londres» et «une provocation». L'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, le 4 mars à Salisbury en Grande-Bretagne, a provoqué une grave crise diplomatique entre Moscou et Londres et détérioré des relations déjà tendues, après que la Première ministre britannique Theresa May a affirmé que la Russie était «très probablement» derrière l'attaque. Réunis à Bruxelles pour un sommet, les dirigeants de l'Union européenne sont tombés d'accord «pour considérer, avec le gouvernement britannique, que la Russie est très probablement derrière l'attaque de Salisbury et qu'il n'y a pas d'autre explication possible», a annoncé le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk. Le président français Emmanuel Macron a jugé que l'empoisonnement de Salisbury constituait une «atteinte à la sou-

veraineté européenne». Dans la foulée, l'UE a décidé de rappeler son ambassadeur en Russie pour «consultations». Et plusieurs pays de l'Union ont annoncé pour bientôt des mesures contre la Russie, telles que des expulsions de diplomates. Des mesures «sont attendues dès lundi au niveau national», s'est réjoui M. Tusk à l'issue du sommet. Le président du Conseil européen s'est dit «personnellement satisfait de voir que malgré les dures négociations du Brexit, l'UE ait fait preuve d'une unité sans équivoque avec le Royaume-Uni». L'attitude de Londres et de l'UE a été une fois de plus dénoncée vendredi avec véhémence par Moscou, qui clame son innocence depuis le début de l'affaire. «Nous regrettons qu'une nouvelle fois on prenne de telles décisions en utilisant la formulation "très probablement"», a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, déplorant que la Russie «ne puisse toujours pas obtenir des informations» de Londres sur cette affaire. Les autorités britanniques «cherchent févreusement à forcer leurs alliés à prendre des mesures visant à la

confrontation» avec Moscou, a accusé le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, en visite à Hanoï. Pour M. Lavrov, Londres a pris «le cap pour rendre la crise avec la Russie la plus profonde possible». Dans leur déclaration commune, les 28 ont affirmé qu'une implication de la Russie était la «seule explication plausible» de l'attaque chimique de Salisbury, affichant un soutien unanime à la Grande-Bretagne. Londres a déjà expulsé 23 diplomates russes, qui ont quitté mardi son territoire, et annoncé le gel des relations bilatérales. La Russie a ordonné en représailles la fermeture du British Council et l'expulsion de 23 diplomates britanniques, qui ont commencé à quitter Moscou vendredi, selon les agences de presse russes. Parmi les pays envisageant désormais des mesures supplémentaires contre la Russie figurent notamment la Lituanie, l'Irlande, la République tchèque et le Danemark. La France, qui a contribué à durcir le ton des Européens face à Moscou, s'est également déclarée prête à «de possibles mesures, décidées sur base nationale, en concertation avec d'autres pays européens», selon la présidence française. «Nous



Ph. > D. L.

sommes déterminés à réagir de manière unie, par la parole, et le cas échéant par de nouvelles mesures», a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel. Le ministre russe des Affaires étrangères a réagi en appelant l'UE à «encourager plutôt ses partenaires britanniques à entamer des consultations constructives» avec la Russie et réitéré la volonté de Moscou de coopérer avec Londres dans le cadre de cette affaire. «Nous regrettons que l'UE ait préféré suivre le cours d'une nouvelle campagne antirusse lancée par Londres», a déclaré le ministre dans un communiqué.

«Tout cela n'est qu'une provocation», a jugé Sergueï Lavrov, alors que la Russie se plaint de n'avoir toujours pas accès à la citoyenne russe Ioulia Skripal, hospitalisée avec son père «dans un état critique mais stable» selon Londres, ni aux échantillons de la substance utilisée selon les autorités britanniques pour leur empoisonnement. L'ambassadeur russe en Grande-Bretagne, Alexandre Iakovenko, a écrit vendredi une lettre au policier contaminé par l'agent neurotoxique utilisé contre les Skripal, le remerciant pour son courage et réitérant l'innocence de la Russie. R. C.



Points chauds

Isolement

Par Fouzia Mahmoudi

Les autorités israéliennes ne pouvaient espérer un allié plus fidèle à la Maison-Blanche, Donald Trump ne cessant encore et toujours de défendre l'État hébreu bec et ongles après lui avoir offert le cadeau d'une reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. Puis, et plus particulièrement ces trois derniers mois, le dirigeant américain n'a cessé de clamer sa loyauté tout en menaçant ceux qui s'opposent à ses amis hébreux. Et aujourd'hui les États-Unis n'hésitent pas une nouvelle fois à menacer de quitter le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, signalant perdre patience après que l'organe basé à Genève a adopté cinq résolutions condamnant son allié Israël. «Quand le Conseil des droits de l'homme traite Israël moins bien que la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie, c'est le Conseil lui-même qui est insensé et indigne», a critiqué Nikki Haley, ambassadrice des États-Unis à l'ONU, citée dans un communiqué. Et la représentante américaine de reprocher au Conseil d'être «largement biaisé contre Israël». Le communiqué note également que le Conseil des droits de l'homme a adopté cinq résolutions contre Israël tout en adoptant seulement une résolution contre la Corée du Nord, une contre l'Iran et une contre la Syrie. «Notre patience n'est pas illimitée», a mis en garde Haley. «Les actes d'aujourd'hui montrent clairement qu'il manque à l'Organisation la crédibilité dont elle a besoin pour être un vrai défenseur des droits de l'homme». L'ambassadrice américaine aux Nations unies a, de manière répétée, averti d'un possible retrait des États-Unis de ce Conseil composé de 47 membres et créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Cette dernière menace de claquer la porte du Conseil des droits de l'homme intervient après la nomination de John Bolton, néoconservateur va-t-en-guerre, comme conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump. Depuis l'arrivée du magnat de l'immobilier à la Maison-Blanche, les États-Unis ont quitté l'Unesco, l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture et réduit drastiquement leur budget à l'ONU et annoncé vouloir quitter l'accord de Paris sur le climat. Reste à savoir jusqu'où ira la volonté isolationniste du dirigeant américain et surtout jusqu'où il sera prêt à aller pour protéger son allié israélien qui de son côté, conforté par le soutien de Washington, ne cesse de pousser les provocations envers le peuple palestinien, plus démuné et abandonné que jamais. F. M.

États-Unis

Les jeunes Américains dans la rue contre les armes à feu

Exaspérés par la répétition de fusillades dans leurs écoles, des centaines de milliers d'Américains descendent hier dans la rue pour une manifestation historique contre les armes à feu. Jusqu'à un demi-million d'adolescents et d'adultes sont ainsi attendus à Washington, avec comme mot d'ordre : «Plus jamais ça !» Plus de 800 marches sont prévues dans d'autres villes des États-Unis avec, partout, la jeunesse en fer de lance.

L'événement national, baptisé «March for Our Lives» – «Marchons pour nos vies» – est une réaction spontanée au massacre le 14 février de 17 personnes dans un lycée de Floride. Cet énième drame a pour beaucoup d'Américains fait déborder le vase. Leur frustration est alimentée par l'inaction des législateurs et des pouvoirs publics, réticents à agir contre la National Rifle Association (NRA), le puissant lobby des armes. La possibilité de détenir une arme à feu est considérée par des millions d'Américains comme un droit constitutionnel aussi fondamental que la liberté d'expression. Cependant, cette fois, la turberie commise par un ancien élève perturbé psychologiquement dans la ville

de Parkland a soudé des lycéens s'identifiant comme «survivants» : depuis cinq semaines, ils sont omniprésents dans les médias. Cinq d'entre ont fait la une du magazine Time cette semaine. Leur énergie leur a gagné l'appui de nombreuses célébrités, George Clooney, Oprah Winfrey et Steven Spielberg ont chacun offert 500 000 dollars pour soutenir le «March for Our Lives». L'acteur Bill Murray a comparé la mobilisation avec celle des années 1960 contre la guerre du Vietnam. Et la scène dressée sur Constitution Avenue, au cœur de la capitale fédérale, devrait voir un défilé de stars, parmi lesquelles Ariana Grande, Jennifer Hudson, Demi Lovato, Justin Timberlake ou Miley Cyrus.

«Cette marche n'aurait pas lieu sans la fusillade dans mon école, donc cela va être un moment difficile», a confié à l'AFP Carlos Rodriguez, l'un des rescapés du lycée de Parkland.

«Mais je me sens fier d'être l'un des élèves qui ont lancé ce mouvement».

Alayah Eastmond a aussi fait le voyage jusqu'à Washington en hommage à ses copains tués et blessés. «J'ai perdu deux amis

dans ma classe et six autres ont été touchés», a-t-elle relaté. La jeune fille de 17 ans a eu la vie sauve en se protégeant derrière le corps de l'un de ses camarades décédé. «Il faut agir. Cela ne peut plus se reproduire. Cela fait déjà 36 jours et rien ne se passe. On se battra jusqu'à ce que cela change», affirme la lycéenne. Une détermination partagée sur les réseaux sociaux, avec un raz-de-marée de messages appelant à interdire les fusils d'assaut et à limiter l'accès aux armes, sous le hashtag #Enough («Assez»). «Je suis avec vous», a tweeté Justin Bieber. L'ancien président Barack Obama a également jeté son poids derrière les lycéens de Parkland. «Vous avez favorisé le réveil de la nation», a-t-il écrit.

Les armes font plus de 30 000 morts par an aux États-Unis, où la jeunesse scolarisée est parfois présentée comme la «génération mass shooting» ou la «génération Columbine», du nom d'une école secondaire du Colorado où deux élèves ont tué 12 de leurs camarades de classe et un professeur en 1999.

Ces élèves ont vécu la totalité de leur scolarité avec cette menace permanente, spécifique aux États-Unis.



Musique

David Martinez anime un spectacle classique pour guitare à Alger

■ Un concert de guitare classique a été animé vendredi à Alger par l'Espagnol David Martinez, qui a repris dans des atmosphères solennelles, les œuvres de grands compositeurs espagnols et latino-américains, devant un public nombreux et recueilli.

Par Adéla S.

Présent pour la première fois en Algérie, David Martinez, seul sur la grande scène de l'Opéra d'Alger, a déroulé une quinzaine de pièces célèbres, composées par de grands noms de la musique classique et populaire.

Deux sonates de D. Scarlatti, variations sur l'air de «La flûte enchantée» de W.A. Mozart, par Fernando Sor, «Caprice arabe», «Souvenirs de l'Alhambra» et «Grand J du concert» de Francisco Tarrega, ainsi que «Granada et Asturias» de I. Albéniz, «Les ruisseaux de l'Alhambra» de Angel Barrios, trois valse vénétziennes de A. Lauro et «Source et débit» de Paco de Lucia, ont été brillamment rendues par l'artiste.

Durant plus d'une heure, l'artiste a livré une prestation de haute facture, avec une interprétation époustouflante de maîtrise, de technique et de dextérité, au plaisir d'un public conquis, qui a savouré tous les moments du spectacle dans la délectation.

Dans un exercice aux exigences techniques aigües, le virtuose a enchaîné dans des cadences binaires et ternaires, descentes espagnoles avec pincement des cordes, accords seconds renversés dans un jeu orchestral où l'on pouvait entendre aussi bien la mélodie en notes ou en accords, que les points de basses et les arpegges de l'accompagnement.

Sous les salves d'applaudissements, David Martinez, qui a été jusqu'à imiter le roulement de la caisse claire, a invité sur scène le jeune pianiste algérien, encore étudiant à l'Institut national supérieur de musique (Insm), Raouf Rahmani, pour interpréter en duo «Concerto de Aranjuez» de Joaquín Rodrigo.

En présence du ministre conseiller à l'ambassade d'Espagne en Algérie, Gabriel Sistiaga, de l'ambassadeur du Pérou en Algérie, Gustavo Lembecke Hoyle et du directeur de l'Opéra d'Alger, Noureddine Saoudi, David Martinez a fait part de «(son) bonheur» de se produire à Alger, devant un public «magnifique et



accueillant», a-t-il déclaré.

Né en 1975 à Grenade, David Martinez, diplômé des grandes écoles de musique en Europe, a animé des concerts en solo et avec des orchestres symphoniques locaux ou nationaux, ceux de Vallès, de Syrie ou de Cuba, entre autres.

Se produisant dans plusieurs

pays, il a été distingué plus d'une quinzaine de fois, décrochant plusieurs prix internationaux, ceux d'Andrés Segovia (Linares) en 1997, Ville de Coria en 2001 et Francisco Tarrega (Benicassim) en 2004, notamment.

Actuellement, David Martinez occupe une chaire au Conservatoire supérieur de

musique de Malaga. Le concert classique de guitare de David Martinez a été organisé sous l'égide du ministère de la Culture, par l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh.

A. S./APS

3^e édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen

Le Tunisien Ridha Behi présente son film «Zahrat Haleb»

Le réalisateur tunisien Ridha Behi, invité d'honneur de la 3^e édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM) a présenté jeudi soir son film «Zahrat Haleb» (La fleur d'Alep) parmi les quatre films cinématographiques qu'il a proposé lors de ce rendez-vous.

«Zahrat Haleb», le dernier film de Ridha Behi et dont le rôle principal a été confié à la star tunisienne Hind Sabri, a traité du phénomène de «l'extrémisme religieux et la problématique du djihad dans groupes armés en Syrie».

Très attendu par le public, et qualifié par un cinéphile de film «courageux», Zahrat Haleb, d'une

durée de 96 minutes zoom sur une mère (Hind Sabri) fière de son fils unique, passionné par l'art et la musique mais le comportement du jeune change radicalement et bascule dans l'extrémisme et rejoint les groupes armés en Syrie.

Décidée à récupérer son fils, coûte que coûte, la maman affolée part à la recherche de son fils, en intégrant les rangs d'un groupe armé comme infirmière.

Zahrat Haleb est un «long cri assourdissant des mamans dont les enfants meurent dans une guerre obscure», a indiqué le réalisateur Ridha Behi lors du débat organisé à l'issue de la présentation du film, précisant

que le choix du titre «Zahrat Haleb» reflète la tragédie des jeunes qui meurent à la fleur d'âge dans la guerre.

L'invité d'honneur de la 3^e édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen présentera également ses trois films «Chams Ediyaâ» (Soleil des hyènes), «Al Sounounouwat la tamout fil Qods» (Les hirondelles ne meurent pas El Qods) et «El Olba sih-riya» (La boîte magique).

Formation dans les techniques cinématographiques au profit de 30 amateurs

Une session de formation

dans les techniques cinématographiques a été organisée au profit de 30 amateurs du 7^e art à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf d'Annaba.

Cet atelier, ouvert jeudi, s'inscrit dans le cadre du programme du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM) portant «accompagnement et formation des amateurs du 7^e art», a déclaré à l'APS l'encadreur de ce stage, Ahmed Hamel.

Il a également précisé que les participants à cette session formeront trois groupes regroupant chacun 10 jeunes et ils seront formés dans les spécialités du son, du tournage et du montage audiovisuel.

Devant se poursuivre jusqu'à lundi prochain, cet atelier de formation a pour but de «former les jeunes amateurs dans les techniques cinématographiques nécessaires à la production des courts métrages et ce, en vue de leur permettre de concrétiser leurs projets dans le domaine du cinéma», a fait savoir M. Hamel.

Ce stage permettra également d'ancrer une culture de formation devant accompagner cette manifestation culturelle a estimé de son côté, l'acteur, Hassan Kechach, au cours de sa visite à cet atelier, avant d'insister sur l'importance de la formation des jeunes talents pour relancer les métiers du cinéma.

La 3^e édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen englobe dans son volet formation une session destinée aux professionnels dans la production du film documentaire, la réalisation et le tournage, a-t-on noté, précisant que cet atelier sera encadré par des réalisateurs et des cinéastes belges.

Il est à signaler que le programme de formation du FAFM dans sa 2^e édition a permis de former, d'encadrer et d'accompagner un groupe de jeunes amateurs d'Annaba dans la production de six courts métrage projetés au cours de l'édition de l'année 2018 dans la catégorie «Annaba cinéma».

Fatah B.

Etats-Unis/Conduites par le streaming

Les ventes de musique au plus haut depuis une décennie

Les ventes de musique, toujours conduites par le streaming, ont de nouveau grimpé l'année dernière pour porter le chiffre d'affaires de l'industrie musicale américaine à un niveau inédit depuis une dizaine d'années. L'association de l'industrie du disque, la RIAA, a annoncé jeudi que le chiffre d'affaires de ce secteur avait bondi de 16,5% en 2017. C'est la première fois depuis 1999 – l'aube de l'ère numérique – qu'une hausse se produit sur deux années d'affilée. Aux Etats-Unis, le plus gros mar-

ché au monde, les ventes de musique sous tous ses formats (physique, numérique, streaming) ont ainsi rapporté 8,7 milliards de dollars en 2017. Un tel chiffre n'avait pas été vu depuis 2008, même s'il est encore loin des standards d'avant la crise du disque.

Encore une fois, cette hausse est largement imputable au streaming, toujours plus populaire auprès du grand public.

Les abonnements aux plateformes comme Spotify, Apple Music ou Tidal ont augmenté de

56% pour arriver à un total de 35,3 millions d'utilisateurs. Le secteur du téléchargement numérique – un temps présenté comme la solution à la crise du disque – continue lui son inéluctable chute : -25% pour les plateformes comme iTunes.

Les ventes physiques sont également en baisse, à l'exception du vinyle, toujours aussi populaire chez les audiophiles, et en hausse de 10%. Le streaming, qui a fait grincer des dents les artistes à son apparition en raison des faibles revenus qu'ils

touchaient, continue de redessiner le paysage de l'industrie. Depuis 2015, ce système d'écoute en ligne est la principale source de revenus du monde de la musique. «Plus que n'importe quelle industrie créatrice, le secteur de la musique a réussi sa mue avant la transition vers le streaming, tout en continuant de construire des liens forts avec leur partenaire le plus important: les artistes», a écrit Cary Sherman, président de la RIAA, dans un communiqué. **Racim C.**



Sélection algérienne A' Un match test face à l'Arabie saoudite en mai

LA SÉLECTION algérienne des joueurs locaux (A') disputera en mai prochain un match amical contre la sélection saoudienne, qui prépare de son côté la phase finale du Mondial-2018 en Russie, a-t-on appris vendredi auprès du sélectionneur national Rabah Madjer. «La sélection A' jouera en mai prochain un match amical contre l'Arabie saoudite, dans un lieu qui reste à déterminer», a encore précisé le sélectionneur algérien, au lendemain

de sa victoire contre la Tanzanie (4-1), en match amical de préparation, disputé au stade du 5-Juillet (Alger). Ce sera le deuxième match amical pour l'homme à la talonnade à la tête de la sélection A', après le Rwanda, qu'il avait affronté le 10 janvier dernier au stade d'El Menzah (Tunisie). Les Verts, éliminés du CHAN-2018 au Maroc, avaient remporté ce jour-là une large victoire (4-1).

Judo L'Académie algérienne lancée prochainement

LE PRÉSIDENT du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a révélé vendredi que le judo algérien aura bientôt son académie, considérée comme un outil important pouvant aider à diffuser les connaissances et les valeurs de cette discipline sportive. «Dans l'optique de lancer l'académie algérienne de judo, je suis attendu le 31 mars au siège de la Fédération internationale de judo (FIJ) à Lausanne où j'aurais des entretiens avec son président, le Roumain Marius Vizer. Nous allons discuter des voies et moyens pour le lancement de cette académie, tant attendue par la famille du judo algérien», a déclaré le président du COA, en marge de la signature, vendredi au Musée Olympique à Alger, de la convention de partenariat avec le Comité olympique et sportif hongrois. Pour un tel projet, la FIJ doit donner son accord pour l'ouverture de ce genre d'académie qui active sous l'égide du Comité olympique et sportif national. «L'ouverture de l'académie algérienne de judo aura pour objectif d'organiser des camps d'entraînement et soutenir les athlètes dans leur préparation en vue des échéances internationales dont les Jeux méditerranéens et les Jeux olympiques, et à partir de là, l'académie de judo pourra échanger les expériences avec les académies de la même disciplines des pays les plus huppés», a ajouté Berraf. Une fois que la FIJ aura donné son accord, elle apportera son soutien à travers la mise en place de

tous les moyens, technique et logistique, pour la réussite de ce projet et sa concrétisation dans les plus brefs délais. Par la suite, la Fédération algérienne de judo (FAJ) doit mettre en place une commission de suivi et de coordination pour la concrétisation de ce projet en collaboration avec la directrice spécialisée de la fédération internationale. La Fédération algérienne de lutte avait de son côté obtenu l'an dernier l'accord de l'Union mondiale de la lutte (UWW) pour l'ouverture d'une académie à Alger, sous l'égide du COA. La création de l'Académie de la FIJ a pour objectif d'éduquer les entraîneurs, d'aider les anciens judokas à poursuivre leur route dans cette discipline en tant qu'entraîneurs et dans la vision de contribuer, plus tard, au «développement du judo de la base au niveau élite, à un niveau standard et généralement accepté et correct». «Cette académie est un outil important qui aide la FIJ à diffuser les connaissances et les valeurs du judo dans le monde entier, y compris dans les pays avec moins de tradition et d'expérience dans le domaine, mais avec un grand potentiel et le désir de développer le judo», explique l'instance internationale. Pour le soutien financier de ces cours, la FIJ s'est associée à la Solidarité Olympique et aux Comités Nationaux Olympiques, garantissant une participation maximale et optimale de tous les étudiants.

Fédération algérienne de football Le BF fixera la date de l'AGO jeudi

La date de l'assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de football (FAF), la première sous l'ère de Kheireddine Zetchi, sera fixée lors du bureau fédéral de jeudi prochain, a-t-on appris de cette instance. Selon le membre du bureau fédéral, Amar Bahloul, rencontré en marge de l'assemblée générale de la Ligue régionale d'Oran tenue jeudi, l'AGO ordinaire aura lieu a priori en avril prochain, et il ne restait qu'à fixer le jour à l'occasion de la prochaine réunion de l'organe exécutif de la FAF. Pour le même dirigeant, également président du directoire de la Ligue de football professionnel (LFP) mis en place il y a quelques semaines, le président de la FAF et ses assistants ne sont nullement découragés

par les critiques et les attaques dont ils font l'objet depuis leur arrivée aux commandes du football algérien, il y a de cela une année. Il a en outre rappelé que le projet pour lequel se sont investis les membres du bureau fédéral, basé essentiellement sur la réhabilitation du football amateur, suit son chemin comme prévu. M. Bahloul a notamment mis en exergue la restructuration de la direction technique nationale, une opération qui a permis de démarrer un gros chantier touchant en particulier les compétitions des catégories jeunes dans l'optique de préparer une nouvelle génération de joueurs locaux capables de redorer le blason du sport roi dans le pays, a-t-il dit. Évaluant toujours la première année de travail de la nouvelle

Equipe nationale de football Quel visage face à l'Iran ?

■ Si la sélection nationale de football s'en est plus au moins bien sortie de son dernier match amical face à la Tanzanie, les férus de la balle ronde nationale se demandent quel visage présenteront les Verts lors du prochain match amical face à l'Iran, le 27 mars prochain à Gras en Autriche ?

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que l'Iran n'est pas du même calibre que la Tanzanie, même s'il a perdu son dernier match amical face à la Tunisie sur la plus petite des marges. Les Iraniens se qualifient régulièrement en Coupe du Monde, en plus du fait qu'ils jouent les premiers rôles en compétition asiatique. Ce n'est pas du tout le cas de la Tanzanie qui est à la traîne que ce soit sur le plan continental ou mondial. Il faudra donc aborder cette rencontre d'une tout autre manière et ne pas se laisser aller par l'euphorie de ce large succès face à la Tanzanie. Par ailleurs, d'aucuns se demandent si le sélectionneur national, Rabah Madjer, gardera le même dispositif tactique qu'il avait essayé face aux «Taïfa Stars», à savoir, le 3-4-3, tout en sachant que l'Iran dispose d'une équipe constituée de joueurs professionnels rompus à ce genre de tactiques qu'on ne pourra pas facilement déjouer. Les Algériens seront donc attendus pour ce match, sachant que l'Iran souhaite se tester avant le Mondial où il aura à affronter une sélection nord-africaine, à savoir, le Maroc. Pour ce match face aux Iraniens, le



Tout le monde attend de voir le vrai visage des Verts face à l'Iran

coach des Verts, Madjer, ne comptera pas sur deux éléments que sont Bentaleb et Brahimi, libérés en raison de leurs blessures. Ces deux joueurs ont quitté le Centre des équipes nationales de Sidi Moussa et ne seront pas au rendez-vous pour ce match qui se jouera mercredi

prochain. En outre, il faut savoir que les joueurs ont repris le chemin des entraînements hier matin à Sidi Moussa pour préparer ce rendez-vous amical avec la même détermination que le précédent qui s'était joué jeudi passé.

M. M.

Rabah Madjer «Satisfait du rendement des joueurs»

Le sélectionneur national algérien, Rabah Madjer, a affirmé vendredi, dans un entretien qu'il jugeait «trop tôt» pour se prononcer sur la réussite du nouveau schéma tactique en 3-4-2-1, qu'il a essayé la veille au soir, en match amical de préparation contre la Tanzanie (4-1), disputé au stade du 5-Juillet d'Alger. «C'est un nouveau schéma tactique que nous avons essayé pour la toute première fois contre la Tanzanie, et sincèrement je considère qu'il est

encore trop tôt pour se prononcer de manière formelle s'il convient bien à notre sélection ou pas», a indiqué l'homme à la talonnade. Dans l'ensemble, Madjer s'est dit «satisfait du rendement» des joueurs, qui selon lui «ont montré de belles choses sur le terrain», notamment «la volonté et la détermination», ce qui lui a «fait énormément plaisir». «On aurait pu marquer plus de buts, mais 4-1, c'est déjà ça. Notre sélection conserve son invincibilité après trois matchs et

c'est une bonne chose aussi, car cela devrait la mettre plus en confiance», s'est-il réjoui. Concernant le prochain match amical, prévu le mardi 27 mars contre l'Iran à Graz en Autriche, Madjer a anticipé le fait qu'il sera «différent» de celui contre la Tanzanie, car s'agissant d'«un pays asiatique» avec «un style de jeu différent». «Pour avoir une meilleure idée sur l'Iran et sur son style de jeu, je compte visionner son match amical contre la Tunisie (ce vendredi soir à Tunis, ndlr). De mon côté, je ne vais pas dire si je reconduirai le même schéma tactique, en 3-4-2-1, ou pas. On verra bien d'ici à mardi prochain», a-t-il ajouté, une manière de ne pas dévoiler ses cartes. Le sélectionneur national a profité de l'occasion pour revenir sur la liste des joueurs qu'il a convoqués pour ces deux matchs amicaux, mettant en exergue la performance de l'attaquant d'Al-Sadd (Qatar) Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé contre la Tanzanie et dont la réussite conforte à elle seule les choix de Madjer. «La liste n'a pas été dressée au hasard. Bien au contraire, elle était parfaitement étudiée et la réussite de certains joueurs comme Bounedjah confirme bien mes choix», a-t-il insisté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bordj Badji Mokhtar

Découverte d'une cache contenant une importante quantité d'armes et de munitions

UNE CACHE contenant une importante quantité d'armes et un lot considérable de munitions et autres pièces, a été découverte vendredi à Bordj Badji Mokhtar, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 23 mars 2018, près de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar, une cache contenant une importante quantité d'armes (24 pièces) et un lot considérable de munitions», précise la même source. Cette cache contenait ainsi, «quatre fusils mitrailleurs de type FM, huit pis-

tolets mitrailleurs de type kalachnikov, trois fusils mitrailleurs de type PKT, un Fusil mitrailleur de type FM.DP, un Pistolet mitrailleur de type G-3, trois fusils semi-automatiques de type Simonov, et quatre fusils à répétition». S'agissant des munitions et autres pièces contenues dans cette cache, la même source signale «quinze chargeurs de munitions pour pistolet kalachnikov, 48 obus pour mortier (40 et 80 mm), une roquette RPG7 et 6 grenades». La cache contenait également «une importante quantité de munitions s'élevant à 3 224 balles et de différentes charges explosives pour mortier, des équipements topographiques et un lot de pièces de rechange pour armes à feu».

Slim O.

Annaba

Saisie de 2 400 comprimés psychotropes

LES FORCES de police relevant de Service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants de la wilaya d'Annaba ont interpellé cinq suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue et récupéré 2 400 comprimés psychotropes, indique samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité notamment le trafic de psychotropes, les forces de police relevant de service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants/Annaba, ont interpellé 5 individus suspects impliqués dans des affaires liées au trafic de drogue, et ont récupéré une quantité de 2 400 comprimés psychotropes», précise la même source. «Agissant sur information, faisant état qu'un individu suspect s'adonne au trafic de comprimés psychotropes dans la wilaya de Sétif, les éléments du service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants/Annaba, se sont rendus dans la ville d'El Eulma et ont interpellé cinq mis en cause impliqués dans ce délit et récupéré 2 400 comprimés psychotropes», conclut le communiqué.

Safy T.

Les députés islamistes réclament le déplacement de La statue de Ain El fouara dans un musée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Un glissement de terrain menace des habitations à Azagga

L'évacuation de deux maisons envisagée

■ La RN12 est affectée par le glissement sur une distance d'un peu plus de 150m.

Par Hamid M.

Un important périmètre urbain d'Azagga (35 km à l'Est de Tizi Ouzou) est touché depuis jeudi dernier par un glissement de terrain. Il a été localisé au niveau du lieu-dit Tadarat Azagga non loin de l'hôpital de la ville à proximité de la route nationale n° 12. Au moins deux habitations ont été touchées par le glissement, dont l'évacuation est envisagée par les autorités. La RN12 est affectée par le glissement sur une distance d'un peu plus de 150m, selon les précisions fournies par les services de la direction locale des travaux publics. Ce glissement ne date pas d'aujourd'hui et Azagga est connue par ce phénomène qui la guette depuis des années. H. M.



Ph: > M. Zalouk/J. A.

Devant les policiers, lors de sa garde à vue

Nicolas Sarkozy a montré des «signes de faiblesse»

L'ancien président français Nicolas Sarkozy, sous contrôle judiciaire dans l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007, a montré des «signes de faiblesse» devant les policiers qui l'interrogeaient lors de sa garde à vue mardi et mercredi passés. Selon le contenu des auditions, révélé par le journal électronique Médiapart, l'ex-président «y apparaît acculé, se défaussant sur ses proches, Claude Guéant et Brice Hortefeux». Face aux enquêteurs de l'Office anticorruption (OCLC/IFF), lors des six interrogatoires qu'il a subis en garde à vue mardi et mercredi, Nicolas Sarkozy «a montré des signes de faiblesse patents», ont indiqué les deux journalistes Fabrice Arfi et Karl Laske, qui ont enquêté sur l'affaire depuis sept ans. L'ex-président a été mis en examen, à l'issue de sa garde à vue, pour les chefs d'inculpation de «corruption passive», «financement illicite de

campagne électorale» et «recel de détournements de fonds publics libyens», rappelle-t-on. Placé sous contrôle judiciaire, il lui est interdit d'entrer en contact avec Claude Guéant (ancien SG de la présidence française), Ziad Takieddine (homme d'affaires franco-libanais qui a servi d'intermédiaire), Alexandre Djouhri (homme d'affaires franco-algérien qui a servi d'intermédiaire), Bachir Saleh (ancien directeur de cabinet de Kadhafi), Moussa Koussa (l'ancien chef des services secrets extérieurs libyens), Brice Hortefeux (ancien ministre), Bernard Squarcini (ex-chef des services secrets intérieurs), Cécilia Ciganer-Attias (son épouse jusqu'à fin 2007), Boris Boillon (diplomate), Dominique de Villepin (ex-Premier ministre) ou Michel Scarbonchi (ex-eurodéputé). Il lui est également interdit de se rendre au Qatar, en Afrique du Sud, aux Emirats arabes unis, en Tunisie, en Egypte et en Libye. Selon Médiapart,

Nicolas Sarkozy a laissé transparaître, durant ses auditions, «un embarras certain face aux questions précises et circonstanciées qui lui étaient posées», lui relevant «une histoire de perte de mémoire récurrente sur un certain nombre de points précis du dossier», alors que la Libyan Foreign Bank, créditée sur le compte d'une société offshore, la société Rosfield Trading Limited dont le bénéficiaire économique était Ziad Takieddine. L'enquête en France, rappelle-t-on, a été confiée à plusieurs juges d'instruction du pôle financier de Paris, dont le juge Serge Touraine qui a déjà renvoyé Sarkozy devant le tribunal pour l'affaire Bygmalion, une autre affaire politico-financière française. Des informations publiées par Médiapart avaient été révélées, sur la base du journal personnel

de l'ancien Premier ministre libyen, Choukri Ghanem, retrouvé noyé à Vienne, dans lequel ce dernier parle d'une somme de 1,5 million d'euros à Sarkozy et d'une autre envoyée par Seif el-Islam, fils de Kadhafi, de 3 millions d'euros. Le beau-frère de Kadhafi, Abdellah Senoussi a également envoyé à Sarkozy 2 millions d'euros. Ziad Takieddine et Alexandre Djouhri étaient chargés d'acheminer ces sommes pour les remettre à destination. Une note signée par le chef des services libyens, Moussa Koussa faisait état d'un accord de principe pour verser 50 millions d'euros en soutien à la campagne de Nicolas Sarkozy, mais sur cette somme promise, selon les auteurs de l'ouvrage «Avec les compliments du Guide», (Fayard, 2017), 20 millions auraient été donnés directement à Boris Boillon et à Claude Guéant en espèces, citant un ancien cadre libyen qui a témoigné devant la police. R. I.